



secteur Télécom

Secteur des Télécoms

Refuser le naufrage !

Le secteur des télécoms en France est décrit comme difficile : «*une concurrence rude*», «*des marges trop faibles*», les opérateurs qui dénoncent «*une lourde fiscalité*» et qui s'alarment de «*la valeur principalement captée par les acteurs de l'Internet non européens*». Tout cela nuierait aux investissements et serait un obstacle pour l'avenir, etc.

Pourtant l'horizon est loin d'être aussi sombre du moins pour les dirigeants. Car ce sont quand même des milliardaires qui ont investi le secteur. Grâce à leur présence dans l'économie des télécoms, Drahi et Niel ont désormais rejoint Bouygues au TOP 100 des plus grosses fortunes françaises. Ils s'affrontent pour s'approprier le maximum de parts de marché.

Si effectivement les revenus (fixes, mobiles et annexes) des opérateurs ont baissé, passant de 43,4 à 35,9 milliards d'euros en cinq ans (source Arcep, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), ils ne sont pas négligeables.

Et si ces milliardaires sont présents, c'est avec la certitude que les gains que dégagera le secteur dans le futur seront encore plus attractifs.

Des salarié-es sous contrainte !

Ces guerres de pouvoir fracassent l'emploi dans tout le secteur. La sous traitance est durement touchée mais aussi l'emploi direct chez les opérateurs... et la qualité des services trinque. Toujours selon l'Arcep, ce sont près de 10 % des emplois chez les OP qui ont été supprimés depuis 2010 (sur les 125 000 fin 2013).

Comme d'habitude ce sont les salarié-es qui paient le prix fort et voient leurs conditions de travail mises à mal par ces pertes et/ou baisses d'emploi récurrentes, ont des augmentations salariales chiches, peu de perspectives de carrière et un avenir souvent incertain. Et les quelques recrutements réalisés sur le secteur restent trop faibles pour augurer des jours meilleurs.

Orange, le régime permanent

En dix ans, Orange a perdu plus de 20 % de ses effectifs. Et entre 2016 et 2018, ce seront encore 14 000 emplois qui ne seront pas remplacés... réduisant sûrement les effectifs comme si cela était une fatalité.

Free, pas tant que ça !

Free a créé des emplois à son arrivée dans le mobile et faisait figure d'un certain dynamisme. Mais les récentes révélations sur les méthodes de management brutales dans le groupe Iliad/Free ont entaché sérieusement la notoriété de X. Niel, pourtant déclaré «*patron préféré des Français de 18 à 34 ans*» selon un sondage BVA. Il y a un monde entre l'image et la réalité !

Bouygues, une longue attente

Près de 1 900 emplois ont été perdus chez Bouygues Telecom depuis 2012, notamment avec un Plan de «Départs Volontaires» et les pressions pour partir continuent... encore et encore !

Si Martin Bouygues a affiché une volonté de vendre Bouygues Télécom, il a refusé jusqu'ici toutes les propositions, celle de SFR puis celle d'Orange sans qu'on sache trop pourquoi. Pour les salarié-es, comment bien vivre et se projeter dans une boîte qui varie au gré des «*on vend, on vend pas*» ?

SUD revendique des droits pour les salarié-es

- Maintien des emplois
- Recrutement de nouveaux salarié-es
- Temps de travail à 32 heures par semaine
- Augmentation des rémunérations
- Reconnaissance des qualifications
- Respect des temps de travail

Sud

Contre la provocation de l'été de Drahi

SFR

Mobiliser pour l'emploi !

Le personnel sacrifié !

P. Drahi aime faire le fanfaron, en 2015 il déclarait que «*SFR était devenu une vraie fille à papa*» pour justifier les restrictions qui allaient suivre.

Après avoir annoncé la délocalisation de 3000 sous traitant-es, il a choisi les Etats Unis pour balancer son nouveau message qui a fait son effet : «*il y a trop de salariés chez SFR* », a-t-il annoncé, l'air content de lui.

5 000 emplois devraient disparaître qui correspondent à un tiers de salarié-es en CDI. En fait, P. Drahi est sous pression des banques, il faut dire que l'endettement du groupe est effrayant. En fait les salarié-es paient les dettes du patron.

Drahicula ... et voilà

Au sein du même groupe, les boutiques de Numéricable ont déjà payé un lourd tribut à la drastique réduction des coûts.

Lors du rachat de SFR par Altice, le gouvernement avait imposé un engagement de maintien de l'emploi pendant 3 ans, cet accord se termine en juillet 2017 et la direction du groupe commence à préparer les esprits au prochain carnage...

Sans attendre, les emplois du réseau de distribution sont malmenés dès maintenant.

Plus d'un tiers des emplois liquidé en 3 ans !

Devant le tollé général, la direction a légèrement reculé mais pas sur le chiffre : «*que des départs volontaires, étalement de 2017 à 2019 et prime incitative de 2 ou 3 mois par année d'ancienneté pour les salarié-es*» qui seraient tenté-es par l'aventure. Qui peut croire que 5000 salarié-es seront volontaires pour le départ ?

La direction voulait conclure très rapidement avec le chantage habituel : accepter sans broncher cette proposition ou que dalle...

Les salarié-es doivent être consulté-es

Le 4 août, seules la CFDT et UNSA ont signé cet accord sans prendre aucun temps de négociation, sans que le personnel n'ait pu s'exprimer.

Défendons nos droits !

D'autres choix sont possibles. Le personnel a droit à la parole ! Pour Sud, la mobilisation des salarié-es est nécessaire pour qu'ils soient entendus !

Une intersyndicale pour vraiment défendre les salarié-es du secteur

Sud a proposé une rencontre intersyndicale dès le 8 août afin d'organiser une réaction commune de toutes les OS pour contrer ces destructions d'emplois au moment où la question du chômage massif reste une préoccupation sociale largement partagée. Pas question de laisser faire nos patrons !

A l'issue de cette réunion, un nouveau rendez vous est prévu à la fin de l'été.

Sud y proposera des initiatives pour alerter l'opinion publique sur les bénéfices considérables d'un secteur économique en plein développement... et dont les salarié-es des opérateurs et de la sous-traitance sont sacrifié-es pour grossir encore et encore les bénéfices.



N'hésitez pas à rejoindre les équipes SUD et/ou contacter ses militant-es

Nicole Jullian tél. 0676115845 jullian@sudptt.fr
Philippe Septier tél. 0614011346 septier@sudptt.fr